

19 janvier 2013 - [Seul le prononcé fait foi](#)

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande,  
Président de la République, sur  
l'intervention militaire française au Mali, à  
Tulle le 19 janvier 2013.

J'avais prévu de longue date de venir pour cette cérémonie de vux. Je n'imaginais pas quelle se tiendrait dans un contexte aussi lourd. Même si je n'ignorais rien des menaces qui existaient dans ce que l'on appelle le Sahel, c'est-à-dire, l'Afrique de l'Ouest.

La France est maintenant engagée au Mali. J'ai pris cette décision il y a déjà 8 jours. Elle était nécessaire. Le terrorisme allait submerger ce pays ami. Ce terrorisme qui menace toute l'Afrique de l'Ouest mais également le monde entier. La prise d'otages en Algérie en est une illustration tragique. L'un de nos ressortissants, Yann Desjeux y a laissé la vie. J'ai appelé sa famille pour lui témoigner de notre soutien, de notre solidarité dans cette épreuve.

Je pense aussi à chacun de nos compatriotes qui sont retenus au Mali depuis parfois plus de deux. Je rencontrerai leurs proches demain, à l'Élysée.

Notre intervention au Mali est légitime. Elle répond d'abord à la demande du Président de ce pays. Elle s'appuie sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et donc la France agit conformément au droit international. La France n'est pas seule. D'abord parce qu'elle est appuyée par les pays européens qui nous apportent de l'aide sous toutes ses formes. Ensuite, parce que nous travaillons avec les pays africains qui eux-mêmes, vont former l'essentiel de la force internationale dont la mission sera de permettre au Mali de recouvrer son intégrité territoriale. Cette force va se déployer dans les meilleurs délais. Aujourd'hui même à Abidjan le ministre des Affaires étrangères représente notre pays. Les chefs d'État et de gouvernements de l'Afrique de l'Ouest ont renouvelé leur engagement de permettre au Mali de retrouver sa souveraineté.

Je mesure à chaque moment, le courage de nos soldats qui sont engagés dans cette opération. Ici même, en Corrèze, le 126<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Brive est mobilisé. 80 sont déjà partis parmi ces soldats valeureux. 40 sont prévus demain. Les risques ils sont multiples et là encore, je pense à trois soldats du groupement de soutien de la base de Nîmes qui devaient rejoindre Clermont-Ferrand ce matin et qui ont été victimes d'un accident terrible de la route. Là encore, je veux dire à leurs familles notre profonde solidarité.

Je sais bien qu'ici comme ailleurs, vous comprenez le jeu. Il n'est pas pour nous que conquérir un territoire, de vouloir accroître notre influence ou de chercher je ne sais quel intérêt commercial ou économique. Ce temps-là est fini. En revanche, notre pays parce que c'est la France doit venir en aide à un pays ami. Ce pays ami est l'un des plus pauvres de monde et il est victime depuis trop de mois, pour ne pas dire d'années, de ce terrorisme qui prend maintenant des formes de plus en plus redoutables. Alors, je sais que je peux compter sur le soutien de l'ensemble de mes compatriotes pour prendre, autant qu'il sera nécessaire de le faire, les décisions qui engagent notre pays. Le parlement sera associé. Lui-même aura à voter le principe de cette intervention si elle devait se prolonger.

Plusieurs fois on me pose la question : combien de temps cela va-t-il durer ? Je réponds, parce que c'est la seule vérité que je connaisse, le temps nécessaire. Le temps nécessaire pour que le terrorisme soit vaincu dans cette partie-là de l'Afrique.

Mesdames, Messieurs, je voulais vous dire ce que je savais aussi de ce qui se passait en Algérie en ce moment, où une prise d'otages par des terroristes, venus de la région, a pu mettre en péril la vie d'un certain nombre de nos compatriotes et au-delà de nous de plusieurs centaines de personnes. L'opération est encore en cours. On nous dit qu'elle est finie. Je n'en connais pas l'évaluation précise. Ce que je sais c'est que des otages sont morts. Ils ont été lâchement assassinés. Et là encore s'il y avait besoin de justifier l'action que nous engageons contre le terrorisme, nous en aurions-là encore un argument supplémentaire.